

Art. 10. Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Art. 11. Les fonctions de membre du Conseil sont gratuites. Les frais de parcours et de séjour sont remboursés aux membres du Conseil et aux personnes visées aux articles 8 et 9, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 19 janvier 1965, portant réglementation générale en matière de frais de parcours et de l'arrêté royal du 24 décembre 1964, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application des réglementations susvisées, les personnes non revêtues de la qualité d'agent de l'Etat sont assimilées à des fonctionnaires du rang 13.

Art. 12. L'arrêté royal du 3 juin 1983, instituant un Conseil consultatif de la Recherche scientifique en Agriculture, est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 10. De Raad stelt zijn reglement van inwendige orde op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 11. Het lidmaatschap van de Raad is onbezoldigd. De reis- en verblijfskosten worden terugbetaald aan de leden van de Raad en aan de personen waarvan sprake in artikels 8 en 9, luidens de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965, houdende algemene regeling inzake reiskosten en van het koninklijk besluit van 24 december 1964, tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Voor de toepassing van bovenstaande reglementering, worden de personen die geen rijksambtenaar zijn, gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 3 juni 1983, tot oprichting van een Consultatieve Raad voor het Wetenschappelijk Onderzoek in de Landbouw, wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 97 — 1768

[S - C - 97/15093]

18 JUILLET 1997. — Arrêté royal relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations

RAPPORT AU ROI

Sire,

Analyse globale

En 1991, l'ensemble de la coopération bilatérale indirecte des organisations non gouvernementales (ONG) belges a été dotée d'un nouveau cadre légal. Trois nouveaux arrêtés royaux dont un devrait être retravaillé juridiquement en 1995, restructurèrent, séparément, les différents secteurs de la coopération non gouvernementale à savoir le financement des projets, l'envoi de coopérants et les activités d'éducation.

Il pourrait paraître surprenant de proposer, six années plus tard seulement, une nouvelle réorganisation de cette même coopération. Il n'en est cependant rien. Car si les arrêtés royaux de 1991 et 1995 ont bel et bien été à la base d'une amélioration de la relation entre les pouvoirs publics et les ONG belges, notamment en élaborant un statut solide pour les coopérants ONG et en permettant le financement par programme des ONG les plus importantes, plusieurs problèmes sont cependant restés en suspens.

Les arrêtés royaux de 1991 et 1995, en fonctionnant indépendamment les uns des autres, n'ont pas assez permis que se développe une vision cohérente de la coopération non-gouvernementale au développement. En outre, en matière de financement de projet, cette réglementation a créé de fait deux modalités de cofinancement - par projets et par programmes - qui ne sont pas accessibles, indifféremment, à toutes les ONG. Enfin, il faut ajouter que l'arrêté royal de 1983 concernant les boursiers et les stagiaires, largement dépassé, n'avait pas été adapté à la réglementation élaborée alors.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 1768

[S - C - 97/15092]

18 JULI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Globale analyse

In 1991 kreeg het geheel van de indirecte bilaterale samenwerking van de Belgische niet-gouvernementele organisaties (NGO's) een nieuw wettelijk kader. Drie nieuwe koninklijke besluiten, waarvan één juridisch werd herwerkt in 1995, herstructureerden, naast elkaar, de verschillende sectoren van de niet-gouvernementele samenwerking, met name de financiering van projecten, het uitzenden van coöperanten en de educatieve activiteiten.

Het kan verrassend lijken om amper zes jaar later een nieuwe reorganisatie van deze niet-gouvernementele samenwerking voor te stellen. Toch zijn de redenen talrijk. Alhoewel de koninklijke besluiten van 1991 en 1995 wel degelijk aan de basis lagen van een verbetering van de relatie tussen de overheid en de Belgische NGO's, onder meer door het uitwerken van een onderbouwd statuut voor de NGO-coöperanten en het mogelijk maken van een programma-financiering voor de grotere NGO's, bleven meerdere problemen onopgelost.

Door de koninklijke besluiten van 1991 en 1995 afzonderlijk van elkaar uit te werken, zijn deze reglementeringen er niet in geslaagd een samenhangende visie voor de niet-gouvernementele samenwerking te ontwikkelen. Bovendien heeft de reglementering inzake de medefinanciering van projecten feitelijk twee wijzen van medefinanciering gecreëerd. — één voor projecten en één voor programma's - die niet zonder meer voor alle NGO's van toepassing zijn. Daarbij komt tenslotte nog dat het sterk verouderde koninklijk besluit van 1983 betreffende de bursalen en de stagiairs niet was opgenomen in de toen opgestelde reglementering.

Par ailleurs, l'ensemble de la réglementation actuelle est désordonnée et autorise des interprétations contradictoires. L'utilisation pratique et l'application de la réglementation sont rendues difficiles et ambiguës tant pour l'administration que pour les ONG.

C'est la raison pour laquelle, on s'est efforcé dans cet arrêté d'aboutir à une intégration aussi complète que possible des instruments qui seront disponibles dans le cadre de la coopération non gouvernementale. Grâce à des lignes directrices précisément définies, les pouvoirs publics comme les ONG pourront être impliqués de façon flexible dans des situations nouvelles.

Objectifs généraux

En élaborant cet arrêté, on s'est attaché à rencontrer trois objectifs :

— renforcer le travail conceptuel et d'évaluation des pouvoirs publics en réduisant, autant que faire se peut, les tâches purement administratives par une simplification des procédures;

— favoriser l'amélioration de la qualité professionnelle du travail des ONG de toutes tailles, par le renforcement de la cohérence entre les différents secteurs d'activités et de la spécialisation des domaines d'excellence;

— inciter à une collaboration plus grande, d'une part, entre différentes ONG, afin de renforcer leurs capacités et, d'autre part, entre ONG et associations, afin de prendre en compte les initiatives nouvelles qui émergent.

Beaucoup d'attention a également été accordée, à côté de la simplicité, de l'efficacité et de la flexibilité, à l'évaluation et au contrôle de la coopération non gouvernementale cofinancée par les pouvoirs publics. Dans cet arrêté, l'administration est chargée de tâches nouvelles de contrôle et d'évaluation. Le travail de suivi de l'administration se voit à cet effet doté d'une dimension stratégique. Des moyens techniques, financiers et humains seront consacrés pour assurer la mise en œuvre de cet objectif. Le dialogue stratégique permanent entre les pouvoirs publics et les ONG est renforcé. Le rôle des organes représentatifs des ONG est renouvelé et réorganisé.

Cet arrêté encourage les pouvoirs publics et les ONG à entretenir un dialogue permanent et à construire dans la confiance mutuelle une vision stratégique en matière de coopération non gouvernementale à moyen et long terme.

Domaine d'application

Le présent arrêté royal concerne l'organisation des relations entre les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales en matière de coopération avec les pays en voie de développement.

Sont abrogés par le présent arrêté royal :

l'arrêté royal du 14 septembre 1983 instaurant un régime de subvention des organisations non gouvernementales pour les activités de formation en Belgique de ressortissants des pays en voie de développement tel que modifié à ce jour;

l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non gouvernementales et de fédérations pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement, tel que modifié à ce jour;

l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non-gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement tel que modifié à ce jour;

l'arrêté royal du 2 avril 1991 relatif à l'agrément de fédérations des organisations non gouvernementales en matière de coopération au développement et l'arrêté royal du 2 septembre 1992 relatif à l'agrément de fédérations des organisations non gouvernementales en matière de coopération au développement;

l'arrêté royal du 28 mars 1995 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subsidiation de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants ONG, tel que modifié à ce jour.

Les arrêtés ministériels pris en exécution des arrêtés royaux précités sont également abrogés.

Fondements juridiques

La base juridique du présent arrêté royal se trouve dans les articles 37 et 108 de la Constitution, d'une part, dans l'article 12 de la loi du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat et l'article 51 de la loi-programme du 24 décembre 1993, d'autre part. Les deux premiers articles cités réglementent le pouvoir exécutif du Roi.

Le présent arrêté royal est également pris en exécution de la loi budgétaire, étant donné qu'il réglemente la subsidiation de l'aide bilatérale via les ONG. En ce qui concerne la réglementation des conditions d'agrément des ONG et des fédérations, le présent arrêté royal se donne pour fondement les articles 49 et 51 de la loi-programme du 24 décembre 1993.

Het geheel van de huidige reglementering is trouwens ingewikkeld en leidt tot tegenstrijdige interpretatiemogelijkheden. Daardoor is de praktische bruikbaarheid en toepasbaarheid van de reglementen, zowel voor de administratie als voor de NGO's, moeilijk of dubbelzinnig.

Daarom wordt in dit besluit gestreefd naar een zo groot mogelijke integratie van de voor handen zijnde in te zetten middelen in het kader van de niet-gouvernementele samenwerking. Zowel de overheid als de NGO's moeten, dankzij duidelijk opgestelde richtlijnen, flexibel kunnen inspelen op nieuwe situaties.

Algemene doelstellingen

Bij de uitwerking van dit besluit werd getracht om drie doelstellingen te bereiken :

— het inhoudelijk werk en de evaluatiecapaciteit van de overheid vergroten door de puur administratieve taken zoveel mogelijk te verminderen dankzij een vereenvoudiging van de procedures;

— een kwaliteitsverbetering van het werk van de NGO's, van welke omvang dan ook, in de hand werken door de samenhang van de diverse activiteitensectoren en de specialisatie inzake de voornaamste sectoren te bevorderen;

— aanzetten tot een grotere samenwerking, enerzijds tussen de verschillende NGO's, teneinde hun capaciteit te versterken, en anderzijds tussen NGO's en verenigingen, teneinde rekening te kunnen houden met nieuwe initiatieven.

Naast eenvoud, efficiëntie en flexibiliteit werd ook veel aandacht besteed aan de evaluatie en controle van de niet-gouvernementele samenwerking die geniet van het stelsel van overheidsfinanciering. In dit besluit krijgt de administratie nieuwe taken toegewezen op het vlak van controle en evaluatie. Daartoe krijgt het opvolgingswerk van de administratie er een strategische dimensie bij. Om deze doelstelling te garanderen zullen technische, financiële en personele middelen aangewend worden. De permanente beleidsdialogue tussen overheid en NGO's wordt versterkt en de rol van de vertegenwoordigingsorganen van de NGO's vernieuwd en geherdefinieerd.

Dit besluit moedigt de overheid en de NGO's aan om permanent in dialoog te blijven en in wederzijds vertrouwen te werken aan een strategische visie op het vlak van niet-gouvernementele samenwerking op middellange en lange termijn.

Toepassingsgebied

Het voorliggende koninklijk besluit betreft de organisatie van de relatie tussen de overheid en de niet-gouvernementele organisaties met betrekking tot de samenwerking met ontwikkelingslanden.

Het heft de volgende besluiten op :

het koninklijk besluit van 14 september 1983 houdende een stelsel voor betoelaging van niet-gouvernementele organisaties voor de opleidingsactiviteiten in België van de onderdanen van ontwikkelingslanden, zoals heden gewijzigd;

het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en federaties voor educatieve activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking, zoals heden gewijzigd;

het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en federaties inzake projecten in ontwikkelingslanden, zoals heden gewijzigd;

het koninklijk besluit van 2 april 1991 betreffende de erkenning van federaties van de niet-gouvernementele organisaties inzake ontwikkelingssamenwerking en het koninklijk besluit van 2 september 1992 betreffende de erkenning van federaties van de niet-gouvernementele organisaties inzake ontwikkelingssamenwerking;

het koninklijk besluit van 28 maart 1995 betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van NGO-coöperanten, zoals heden gewijzigd.

De ministeriële besluiten ter uitvoering van de voormelde koninklijke besluiten worden eveneens opgeheven.

Rechtsgrond

De rechtsgrond van het voorliggend koninklijk besluit is te vinden in de artikelen 37 en 108 van de Grondwet, enerzijds, en artikel 12 van de wet van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit en artikel 51 van de Programmawet van 24 december 1993, anderzijds. De eerste twee voornoemde artikelen regelen de uitvoerende macht van de Koning.

Dit koninklijk besluit is tevens een uitvoering van de Begrotingswet, in zoverre de subsidiëring van de bilaterale hulp via NGO's wordt geregeld. Wat de regeling van de erkenningsvoorwaarden voor de NGO's en federaties betreft, vindt dit koninklijk besluit zijn grondslag in artikelen 49 en 51 van de Programmawet van 24 december 1993.

Structure

L'arrêté royal est composé de 9 chapitres. Il importe de mettre en exergue les éléments nouveaux suivants.

Le chapitre 1^{er} présente une liste de définitions portant sur les concepts utilisés à travers tout l'arrêté royal.

Le chapitre 2 détermine les modalités et conditions de l'agrément. Trois différents agréments d'ONG coexistent actuellement. Ces agréments sont liés au type d'activités que l'ONG projette de réaliser : les projets de cofinancement dans les pays en développement, l'envoi de coopérants et l'organisation d'activités d'éducation en Belgique.

Dans le présent arrêté, les trois agréments ont été remplacés par un agrément global, indépendant de la diversité des actions que l'ONG projette de réaliser. L'ONG peut ainsi, dans un cadre garantissant clairement la sécurité juridique, travailler en souplesse à une stratégie prospective dans laquelle plusieurs types d'activités peuvent être intégrés.

Cet agrément est accordé à durée indéterminée et les conditions de retrait sont précisées.

Plus particulièrement, il faut préciser que pour l'article 3, 3^o, l'expérience utile devra être analysée tenant compte de l'évolution des ONG. Cette expérience pourra, dans certains cas, être celle d'une ONG dissoute dont les activités seraient reprises par une nouvelle organisation.

En effet, le présent arrêté royal regroupe dans un même agrément l'accès aux différentes activités des ONG et il incite les ONG à constituer des regroupements. Ces deux orientations vont induire des réorganisations au sein des ONG qui pourraient notamment conduire au remplacement de structures existantes par des nouvelles plus adaptées ou mieux regroupées. Ceci ne doit pas empêcher de tenir compte de l'expérience passée, à condition qu'il soit clairement démontré que les nouvelles structures reprennent les activités et l'expérience des structures qu'elles remplacent.

L'article 3, 5^o, précise que l'autonomie des ONG signifie notamment l'exemption de toute confusion d'intérêt avec l'autorité subsidiaire, ce qui implique que les fonctionnaires de l'administration ou les membres du Cabinet du Ministre ne peuvent être membre du Conseil d'administration ou de l'organe de gestion de l'ONG.

Par contre, l'article 3, 8^o ne reprend pas, comme le faisait la législation précédente, l'exemption de confusion avec les entreprises financières commerciales et industrielles dans la mesure où les pratiques d'action des ONG ont évolué : certaines recourent à des entreprises coopératives pour commercialiser les productions de leur partenaires, d'autres instituent ou collaborent avec des entreprises de crédits populaires afin d'appuyer de plus en plus souvent leur partenaire par des crédits plutôt que par des dons, etc.

Toutes ces formes d'actions positives pour l'appui d'un développement durable des partenaires locaux ne peuvent être écartées par une législation trop restrictive.

Par contre, l'intention de la présente législation, reste bien d'écarter toute association qui présenterait des liens étroits et des confusions d'intérêt avec des entreprises financières, commerciales et industrielles dont l'objet n'est pas uniquement orienté vers la coopération au développement.

L'article 3, 8^o, fait référence à une comptabilité transparente. Celle-ci doit se baser sur le modèle établi par le Ministre, comme indiqué à l'article 10.

Le chapitre 3 organise les modes de subvention. Le principe général est la présentation par une ONG ou un groupement d'ONG d'un et d'un seul programme ayant une cohérence et une perspective globale définie sur cinq années. Ce programme peut comprendre quatre types d'action : le financement du partenaire dans les pays en voie de développement, l'éducation en matière de développement organisée en Belgique, l'offre de service pour soutenir le travail des ONG ou des partenaires dans les pays en développement et l'envoi de personnes. Cette dernière notion comprend entre autre l'envoi de coopérants ONG, l'octroi de bourses d'études et de stage à des ressortissants des pays en voie de développement.

Un plan d'action annuel est présenté par l'ONG ou le groupement d'ONG afin de préciser les actions qui sont présentées à la subsideation des pouvoirs publics chaque année.

L'envoi de personnes est subsidié sur base d'une avance forfaitaire (pour l'envoi de coopérants) ou d'un forfait (pour les bourses) à justifier sur base des dépenses effectives réalisées. Par cette mesure, la gestion de l'envoi des coopérants qui était jusqu'ici prise en charge au

Structuur

Het koninklijk besluit bestaat uit 9 hoofdstukken. De volgende nieuwe elementen verdienen een speciale vermelding.

Hoofdstuk 1 is een lijst van gedefinieerde begrippen die werden gebruikt doorheen het gehele koninklijk besluit.

Hoofdstuk 2 bepaalt de wijzen en voorwaarden van erkenning. Op dit ogenblik bestaan er drie verschillende erkenningen voor een NGO naast elkaar. Deze erkenningen zijn verbonden met het soort activiteiten dat de NGO wil verwezenlijken : projecten van medefinanciering in ontwikkelingslanden, het uitsturen van coöperanten en de organisatie van educatieve activiteiten in België.

In dit besluit werden de drie erkenningen vervangen door één globale erkenning, ongeacht de diversiteit van de acties die de NGO wil verwezenlijken. Daardoor kan de NGO, in een duidelijk rechtszeker kader, soepel aan een toekomstgericht beleid werken waarin verschillende activiteitengenres worden geïntegreerd.

Deze erkenning geldt voor onbepaalde duur en de intrekkingvoorwaarden worden nauwkeurig omschreven.

Wat meer bepaald artikel 3, 3^o, betreft, zal bij de beoordeling van de nuttige ervaring rekening worden gehouden met de evolutie van de NGO's. In sommige gevallen kan het gaan om de ervaring van een NGO die intussen niet meer bestaat maar waarvan de activiteiten door een nieuwe organisatie werden overgenomen en verdergezet.

Het voorliggend koninklijk besluit voorziet immers één enkele erkenning voor de verschillende NGO-activiteiten en spoort de NGO's ertoe aan samenwerkingsverbanden op te zetten. Deze tweevoudige vernieuwing is van aard om binnen de NGO's een reorganisatie teweeg te brengen die onder meer kan leiden tot de vervanging van bestaande structuren door nieuwe structuren die meer aangepast of beter gegroepeerd zijn. Dit neemt echter niet weg dat rekening zal worden gehouden met de ervaring die in het verleden werd opgedaan, op voorwaarde dat duidelijk wordt aangetoond dat de nieuwe structuren de activiteiten en de ervaring van de structuren die ze vervangen, overnemen.

Artikel 3, 5^o, bepaalt dat het principe van autonomie voor de NGO's onder meer inhoudt dat deze vrij moeten zijn van elke vorm van belangenvermenging met de subsidiërende overheid, hetgeen betekent dat ambtenaren van de administratie of leden van het kabinet van de Minister geen lid mogen zijn van de Raad van Bestuur of het beheersorgaan van de NGO.

Artikel 3, 8^o, van het nieuwe koninklijk besluit stelt evenwel dat de NGO's, in tegenstelling tot wat de vroegere wetgeving voorschreef, niet vrij moeten zijn van belangenvermenging met financiële, commerciële of industriële ondernemingen aangezien de wijze waarop deze organisaties hun activiteiten ontplooiën intussen veranderd is : sommige NGO's doen een beroep op coöperatieve ondernemingen om de productie van hun partnerorganisaties op de markt te brengen, andere NGO's richten populaire kredietinstellingen op of werken ermee samen om zodoende hun partner-organisatie meer te helpen met kredieten dan met giften, etc.

Deze positieve acties ter ondersteuning van een duurzame ontwikkeling van de lokale partners mogen niet door een al te strenge wetgeving worden uitgesloten.

De achterliggende idee van de nieuwe wetgeving blijft evenwel om elke vereniging uit te sluiten die nauwe banden onderhoudt of belangenvermenging heeft met financiële, commerciële of industriële ondernemingen die niet uitsluitend op ontwikkelingssamenwerking gericht zijn.

Artikel 3, 8^o, wijst op de noodzaak van een doorzichtige boekhouding. Deze moet steunen op het model dat de Minister heeft opgesteld, zoals bepaald in artikel 10.

Hoofdstuk 3 regelt de wijzen van betoelaging. Het algemeen principe is dat een NGO of een samenwerkingsverband van NGO's één enkel programma indient met een samenhang en een globaal perspectief vastgesteld voor een periode van vijf jaar. Dit programma kan vier soorten activiteiten omvatten : financiering van partners in ontwikkelingslanden, educatieve activiteiten in België op het vlak van ontwikkeling, dienstverlening die erop gericht is het werk van de NGO's of van partners in ontwikkelingssamenwerking te ondersteunen en uitzenden van personen. Dit laatste betreft onder andere het uitzenden van NGO-coöperanten als het toekennen van studie- en stagebeurzen aan onderdanen uit ontwikkelingslanden.

De NGO of het samenwerkingsverband van NGO's dient jaarlijks een actieplan in waarin de acties die elk jaar in aanmerking komen voor overheidssubsidiëring duidelijk worden omschreven.

Het uitzenden van personen wordt gesubsidieerd op basis van een forfaitair voorschot (voor het uitzenden van coöperanten) of van een forfaitair bedrag (voor de toekenning van beurzen) dat moet bewezen worden op basis van de effectief gebeurde uitgaven. Door deze

quotidien par l'administration, est transmise aux ONG qui obtiennent ainsi plus de responsabilité et plus de souplesse.

Les obligations du statut du coopérant sont maintenues et détaillées dans un arrêté d'exécution. Elles doivent être assumées par les ONG qui bénéficient du subside afin de garantir une égalité de traitement de base aux coopérants de toutes les ONG.

Pour les trois autres actions (financement du partenaire, éducation et offre de services), le subside est accordé sur base du principe de cofinancement qui couvre une proportion du coût total de l'action, le solde étant à charge de l'ONG elle-même. Le cofinancement est accordé à toutes les ONG agréées à un taux de base.

Afin de renforcer la qualité professionnelle des ONG et la collaboration entre elles, un taux de cofinancement préférentiel est accordé dans trois cas :

— lorsque le programme est présenté par une ou plusieurs ONG qui représentent un volume d'activité d'une taille déterminée;

— lorsque le programme est présenté par un groupement d'au moins trois associations, dont deux, au moins, sont des ONG agréées;

— lorsque le programme est présenté par une ONG ayant des objectifs considérés comme particulièrement spécifiques : ainsi, par exemple, des ONG qui jouent un rôle de coupole et qui fédèrent de multiples associations, comme le CNCND et le NCOS, pourraient être prises en considération dans ce contexte.

Le chapitre 4 précise les fonctions des organes de concertation. Ces organes sont de deux types : les fédérations et la Commission d'Avis.

Des critères précis garantissent la représentativité de la ou des fédération(s) d'ONG qui ont pour fonction principale d'être le porte-parole des ONG et d'assister ces ONG dans le dialogue avec les pouvoirs publics.

Des représentants des fédérations associés à des experts indépendants constituent la Commission d'Avis. De sa propre initiative ou à la demande, celle-ci rend des avis sur les matières qui relèvent du présent arrêté royal.

Cette commission peut, pour des sujets particuliers qui le nécessiteraient, se réunir en sous-groupes linguistiques séparés.

Le chapitre 5 précise le niveau minimum que chaque ONG ou groupement d'ONG doit réserver, dans son programme, à des évaluations internes, et les initiatives en matière d'évaluation qui seront prises par les pouvoirs publics. Dans ce cadre, les fédérations agréées ont la possibilité de présenter des propositions quant au type ou aux domaines d'évaluation qui leur paraissent importants.

Le chapitre 6 précise les modalités de contrôle et leurs conséquences.

Le chapitre 9 contient les dispositions abrogatoires, transitoires et finales. Afin de permettre aux ONG de prendre les dispositions nécessaires pour la formation éventuelle d'un groupement et de préparer les programmes à soumettre, avant le 30 septembre 1997, à l'approbation du Ministre, le nouvel arrêté royal doit entrer en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge* sans pour autant avoir des conséquences budgétaires en 1997. Il est toutefois nécessaire que les arrêtés royaux actuels restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1997 afin de continuer à traiter les propositions de projets et actions en cours.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
adjoint au Premier Ministre,
R. MOREELS

maatregel wordt de organisatie van het uitzenden van coöperanten, waarvoor tot dusver de administratie de dagelijkse verantwoordelijkheid droeg, overgelaten aan de NGO's die aldus een grotere verantwoordelijkheid en soepelheid krijgen.

De verplichtingen die het coöperantenstatuut inhoudt blijven bestaan en worden nader omschreven in een uitvoeringsbesluit. De betoelagde NGO's moeten deze verplichtingen naleven om zodoende een gelijke basisbehandeling aan alle NGO-coöperanten te verzekeren.

Wat de drie andere soorten activiteiten betreft (partnerfinanciering, educatie en dienstverlening), wordt de toelage toegekend op basis van het principe van medefinanciering dat een deel dekt van de totaal kost van de actie, terwijl de NGO zelf instaan voor de rest van de kosten. Aan alle erkende NGO's wordt bij wijze van medefinanciering een basisbedrag toegekend.

Om de kwaliteit van de NGO-werking en de samenwerking tussen NGO's te bevorderen, wordt in de drie onderstaande gevallen aan bepaalde NGO's een grotere toelage toegekend :

— wanneer het programma wordt ingediend door één of meerdere NGO's die een activiteit met een bepaalde omvang ontwikkelen;

— wanneer het programma wordt ingediend door een samenwerkingsverband van minstens drie verenigingen waarvan minstens twee erkende NGO's zijn;

— wanneer het programma wordt ingediend door een NGO die doelstellingen nastreeft die heel specifiek zijn : zo zouden bijvoorbeeld NGO's, zoals het NCOS of het CNCND, die een koepelfunctie vervullen en een groot aantal organisaties verenigen, hiervoor in aanmerking kunnen komen.

Hoofdstuk 4 verschaft toelichting bij de functies van de overlegorganen. Deze organen zijn tweërlei : de federaties en de adviescommissie.

De representativiteit van de NGO-federatie(s) wordt gewaarborgd door een aantal welomlijnde criteria. Deze federaties treden vooral op als woordvoerder van de NGO's en ze helpen deze organisaties in hun dialoog met de overheid.

Vertegenwoordigers van de federaties, aangevuld met een aantal onafhankelijke experts, vormen de adviescommissie. Deze adviescommissie verstrekt adviezen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van de Minister of van een NGO of NGO-federatie, in verband met een aangelegenheid die binnen het kader van dit koninklijk besluit valt.

Voor bepaalde aangelegenheden die het zouden vereisen kan de adviescommissie bijeenkomen in afzonderlijke subcomités samengesteld volgens taalgroep.

Hoofdstuk 5 stelt het minimumbedrag vast dat elke NGO of samenwerkingsverband van NGO's in haar programma moet voorbehouden voor interne evaluaties, alsook de maatregelen inzake evaluatie die de overheid zal nemen. In dit verband staat het de erkende federaties vrij voorstellen te formuleren omtrent het soort evaluatie dat ze belangrijk vinden en omtrent de materie waarop deze evaluatie moet betrekking hebben.

In hoofdstuk 6 worden de modaliteiten voor controle en de gevolgen ervan verduidelijkt.

Hoofdstuk 9 bevat de opheffings-, overgangs- en slotbepalingen. Om de NGO's in de mogelijkheid te stellen de nodige voorbereidingen te treffen om de eventuele samenwerkingsverbanden uit te werken en de programma's voor te bereiden en vóór 30 september 1997 aan de Minister ter goedkeuring voor te leggen, moet het nieuwe koninklijk besluit op datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt in werking treden zonder echter budgettaire gevolgen te hebben in 1997. Om met de behandeling van projectvoorstellen en lopende acties te kunnen doorgaan is het nodig dat de huidige koninklijke besluiten in voege blijven tot 31 december 1997.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaars,

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
toegevoegd aan de Eerste Minister,
R. MOREELS

18 JUILLET 1997. — Arrêté royal relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 24 décembre 1993, notamment les articles 49, § 1^{er}, 3^o, et 51;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mars 1997;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 28 mars 1997 réclamant communication de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1^o "le Ministre" : le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions;

2^o "l'administration" : l'Administration générale de la coopération au développement;

3^o "ONG" : l'organisation non gouvernementale, en abrégé ONG, qui peut être agréée et bénéficiaire de subsides conformément au présent arrêté;

4^o "fédération" : l'association d'ONG, qui peut être agréée et bénéficiaire de subsides conformément au présent arrêté;

5^o "pays partenaire" : le pays considéré comme pays en voie de développement par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques;

6^o "partenaire local" : l'organisation ou l'institution avec laquelle l'ONG coopère dans le pays partenaire;

7^o "coopérant ONG" : la personne envoyée en mission par une ONG et pour laquelle l'ONG bénéficie d'un subside visé à l'article 16;

8^o "programme" : le cadre stratégique au sein duquel l'ONG ou le groupement d'ONG propose un ensemble cohérent d'objectifs à moyen terme. Ces objectifs sont axés, directement ou indirectement, sur une amélioration structurelle et durable de la position de groupes et d'individus issus des catégories sociales pauvres des pays partenaires.

Ce cadre stratégique contient une description des objectifs, du planning, des méthodes de travail et des mécanismes d'évaluation et de suivi, et prévoit, à titre indicatif, les moyens financiers nécessaires pour les cinq prochaines années;

9^o "plan d'action" : la concrétisation annuelle du programme. Il contient les orientations stratégiques, les priorités et la cohérence globale des activités, visées à l'article 8, que l'ONG veut exécuter pendant cette année, ainsi qu'une description des objectifs, des méthodes de travail et des mécanismes d'évaluation et de suivi. Il contient aussi le budget nécessaire à leur réalisation;

10^o "expert indépendant" : la personne qui peut justifier d'une expérience utile en matière de coopération au développement, qui n'est pas liée par un contrat de travail à une ONG ou à une fédération, qui n'est pas membre du conseil d'administration d'une de ces organisations et qui n'est pas membre de l'administration ou du cabinet du Ministre;

11^o "boursier" : le ressortissant d'un pays partenaire pour lequel l'ONG bénéficie d'une bourse d'études ou de stage, visée à l'article 18.

CHAPITRE II. — *De l'agrément des ONG*

Art. 2. L'ONG qui désire être agréée introduit à cette fin une demande d'agrément auprès du Ministre. Elle peut le faire à tout moment.

Le Ministre décide au plus tard six mois après l'introduction de la demande d'agrément.

Le Ministre établit les modalités pour l'introduction et le traitement de la demande d'agrément.

18 JULI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 24 december 1993, inzonderheid op artikelen 49, § 1, 3^o, en 51;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 maart 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 25 maart 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 28 maart 1997, waarbij gevorderd wordt dat het advies van de Raad van State wordt toegezonden binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 mei 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "de Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingsamenwerking behoort;

2^o "de administratie" : het Algemeen bestuur van de ontwikkelingsamenwerking;

3^o "NGO" : de niet-gouvernementele organisatie, afgekort als NGO, die kan erkend worden en kan genieten van subsidies overeenkomstig dit besluit;

4^o "federatie" : de vereniging van NGO's, die kan erkend worden en kan genieten van subsidies overeenkomstig dit besluit;

5^o "partnerland" : het land dat door het Comité voor Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor economische samenwerking en ontwikkeling beschouwd wordt als ontwikkelingsland;

6^o "lokale partner" : de organisatie of de instelling waarmee de NGO in het partnerland samenwerkt;

7^o "NGO-coöperant" : de persoon, uitgezonden door een NGO en waarvoor de NGO een subsidie krijgt, zoals bepaald in artikel 16;

8^o "programma" : het strategisch kader waarbinnen de NGO of het samenwerkingsverband van NGO's een coherent geheel van doelstellingen voorstelt op middellange termijn. Deze doelstellingen zijn rechtstreeks of onrechtstreeks gericht op een structurele en duurzame positieve verbetering van groepen en individuen uit arme bevolkingscategorieën in partnerlanden.

Dit strategisch kader bevat een beschrijving van de doelstellingen, de planning, de werkmethode en de regels voor de evaluatie en opvolging en voorziet indicatief de nodige financiële middelen voor de komende vijf jaren;

9^o "actieplan" : de jaarlijkse concretisering van het programma. Het bevat de beleidslijnen, de prioriteiten en de globale samenhang van de activiteiten, bedoeld in artikel 8, die de NGO gedurende dat jaar wil uitvoeren, alsmede een beschrijving van de doelstellingen, de werkmethode en de regels voor de evaluatie en de opvolging. Het bevat ook het budget om dit te realiseren;

10^o "onafhankelijk expert" : de persoon die nuttige ervaring inzake ontwikkelingsamenwerking kan voorleggen, niet door een arbeidscontract aan een NGO of aan een federatie gebonden is, geen lid is van de raad van bestuur van één van deze organisaties en geen lid is van de administratie of van het kabinet van de Minister;

11^o "bursaal" : de onderdaan van een partnerland voor wie een NGO een studie- of stagebeurs krijgt, bedoeld in artikel 18.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de NGO's*

Art. 2. De NGO die erkend wenst te worden, dient daartoe een erkenningsaanvraag in bij de Minister. Dit kan op elk ogenblik.

De Minister beslist ten laatste zes maanden na de indiening van de erkenningsaanvraag.

De Minister legt de nadere regels vast voor de indiening en de behandeling van de erkenningsaanvraag.

Art. 3. Pour être agréée, une ONG doit, à la date de sa demande, satisfaire aux conditions suivantes :

1° être constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, ou être une société à finalité sociale, conformément à la loi du 13 avril 1995;

2° avoir comme principal objet social la coopération au développement;

3° avoir une expérience utile et actuelle dans un ou plusieurs domaines d'activités, visés à l'article 8, et le prouver en déposant des rapports d'activités sur le fonctionnement des trois dernières années;

4° avoir un plan stratégique qui présente un ensemble d'objectifs et de méthodes y compris un plan financier établi pour une durée d'au moins cinq années;

5° être autonome, ce qui signifie que des fonctionnaires de l'administration ou des membres du cabinet du Ministre ne peuvent pas occuper un mandat de gestion au sein d'une ONG et que des relations de l'ONG avec des tiers ne sont pas admises si elles subordonnent les objectifs statutaires propres de l'ONG aux intérêts de ces tiers;

6° être à même d'assurer la continuité de son fonctionnement, en disposant de collaborateurs, de locaux équipés qui lui sont réservés et où une permanence est assurée et de ressources propres dont plus de la moitié est d'origine belge;

7° avoir une majorité des membres des organes de direction qui possède la nationalité belge;

8° gérer une comptabilité transparente.

Art. 4. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée. Au cours de la période d'agrément, l'ONG doit, de manière ininterrompue, continuer à satisfaire aux conditions.

Art. 5. Si une ONG ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle fait preuve d'une déficience grave dans l'exécution ou la justification de ses activités, le Ministre adresse à l'ONG un avertissement et communique que, dans le cas où les conditions de l'agrément ne sont pas respectées, l'agrément est retiré deux mois après cet avertissement. Durant cette période l'ONG peut faire valoir son point de vue.

CHAPITRE III. — Des subsides aux ONG

Section Ire. — Généralités

Art. 6. Conformément aux conditions définies dans le présent arrêté, le Ministre peut accorder des subsides aux ONG agréées pour l'exécution de leur plan d'action.

Si la somme des demandes de subside pour l'ensemble des plans d'action approuvés dépasse les moyens budgétaires nécessaires à la subvention visée dans le cadre du présent arrêté, le montant du subside aux ONG est réduit afin de rester dans les limites des crédits inscrits. Cette réduction s'effectuera sur base d'une clé de répartition qui tient compte du poids relatif des plus petites ONG. Le Ministre détermine cette clé de répartition.

Art. 7. Une ONG qui est agréée par le Ministre et qui souhaite bénéficier d'un subside, introduit à cette fin un programme et une demande auprès du Ministre avant le 30 juin de l'année précédant l'année de démarrage du programme.

Le Ministre détermine les modalités de l'introduction et du traitement du programme et de la demande.

Art. 8. Un programme est approuvé pour une période de cinq ans et concerne une ou plusieurs des activités suivantes :

1° "financement du partenaire" : le financement des activités menées en collaboration avec les partenaires locaux;

2° "éducation" : l'ensemble méthodique d'activités éducatives ayant pour objectif d'informer, de sensibiliser et d'instruire la population en Belgique ou des groupes délimités de cette population sur la coopération au développement et les relations internationales. Il s'agit notamment du travail réalisé par les associations à structure décentralisée, d'actions d'animation et de formation, d'espaces de sensibilisation avec un programme éducatif élaboré, de la création de matériel éducatif et de la production de revues et de publications. Ces activités éducatives se déroulent selon des méthodes appropriées et ont pour but d'approfondir la prise de conscience et l'engagement de la population en faveur de la coopération au développement;

Art. 3. Om erkend te worden, moet een NGO, op de datum van haar aanvraag, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, of een vennootschap met een sociaal oogmerk zijn, overeenkomstig de wet van 13 april 1995;

2° de ontwikkelingssamenwerking als belangrijkste maatschappelijk doel hebben;

3° een nuttige en actuele ervaring hebben in één of meerdere activiteitendomeinen, bedoeld in artikel 8, en dit aantonen aan de hand van jaarverslagen over de werking van de laatste drie jaar;

4° een beleidsplan hebben dat een geheel van doelstellingen en methodes voorstelt met inbegrip van een financieel plan dat is opgesteld voor een duur van ten minste vijf jaar;

5° autonoom zijn, hetgeen betekent dat ambtenaren van de administratie of leden van het kabinet van de Minister geen beheersmandaat mogen bekleden binnen de NGO en dat relaties van de NGO met derden niet zijn toegestaan indien zij de eigen statutaire doelstellingen van de NGO ondergeschikt maken aan de belangen van deze derden;

6° de continuïteit van haar werking kunnen verzekeren door te beschikken over medewerkers, over uitgeruste lokalen die alleen door haar mogen worden gebruikt en waar een wachtdienst voorhanden is en over eigen middelen die voor meer dan de helft van Belgische oorsprong zijn;

7° een meerderheid van leden in de bestuursorganen hebben die de Belgische nationaliteit bezitten;

8° een transparante boekhouding voeren.

Art. 4. De erkenning geldt voor een onbepaalde periode. Tijdens de erkenningsperiode moet de NGO onafgebroken aan de voorwaarden blijven voldoen.

Art. 5. Indien een NGO niet meer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, evenals bij zware tekortkomingen bij de uitvoering of bij de verantwoording van haar activiteiten, stuurt de Minister de NGO een verwittiging met de mededeling dat, indien de voorwaarden voor de erkenning niet gerespecteerd worden, de erkenning twee maanden na deze verwittiging wordt ingetrokken. De NGO kan tijdens deze periode haar standpunt verdedigen.

HOOFDSTUK III. — Toelagen aan de NGO's

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 6. Onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, kan de Minister subsidies verlenen aan de erkende NGO's voor de uitvoering van hun actieplan.

Indien de som van de aanvragen voor subsidiëring voor het geheel van de goedgekeurde actieplannen de nodige budgettaire middelen voor de subsidiëring, bedoeld in het kader van dit besluit, overstijgt, wordt het bedrag van de subsidie aan de NGO's beperkt teneinde binnen de limiet van de uitgetrokken kredieten te blijven. Deze beperking zal gebeuren op basis van een verdeelsleutel die rekening houdt met het relatief gewicht van de kleinste NGO's. De Minister bepaalt deze verdeelsleutel.

Art. 7. Een NGO die erkend is door de Minister en een subsidie wenst te krijgen, dient daartoe een programma en een aanvraag in bij de Minister, en dit vóór 30 juni van het jaar voorafgaand aan het startjaar van het programma.

De Minister bepaalt de nadere regels voor de indiening en de behandeling van het programma en van de aanvraag.

Art. 8. Een programma wordt goedgekeurd voor een periode van vijf jaar en heeft betrekking op één of meer van de volgende activiteiten :

1° "partnerfinanciering" : de financiering van activiteiten die opgezet worden in samenwerking met de lokale partners;

2° "educatie" : het methodisch geheel van educatieve activiteiten dat gericht is op het informeren, sensibiliseren en vormen van de bevolking in België of van afgebakende groepen van deze bevolking in verband met ontwikkelingssamenwerking en internationale betrekkingen. Het gaat onder meer over bewegingswerk met een gedecentraliseerde structuur, animatie- en vormingswerk, inleefruimtes met een uitgewerkt educatief programma, creatie van educatief materiaal en productie van tijdschriften en publicaties. Deze educatieve activiteiten lopen volgens geëigende methoden en hebben tot doel de bewustwording en het engagement van de bevolking ten voordele van de ontwikkelingssamenwerking te verdiepen;

3° "offre de services" : l'ensemble cohérent d'activités de service au bénéfice du secteur des ONG et de leurs partenaires locaux, qui a pour but de faciliter et de soutenir le travail des ONG et de leurs partenaires locaux. Les activités se situent notamment dans le domaine de l'étude, de la collecte et du traitement d'informations et de documentations et d'appui technique et méthodologique. Les résultats de ces activités doivent être exploitables pour le secteur des ONG dans son ensemble;

4° "envoi de personnes" : l'engagement, l'échange ou le soutien de personnes en collaboration avec des partenaires locaux. Il s'agit notamment de l'engagement de coopérateurs ONG et du soutien de boursiers.

Pour chaque type d'activité, le Ministre détermine les limites budgétaires dans lesquelles ces activités peuvent être subsidiées.

Pour chaque type d'activité que l'ONG veut introduire dans son programme, elle doit avoir une expérience utile et actuelle d'au moins trois années.

Art. 9. Le subside est attribué par année civile après approbation par le Ministre d'un plan d'action introduit par l'ONG. Ce plan d'action est introduit avant le 30 septembre de l'année précédant son exécution. Le Ministre décide au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'exécution du plan d'action.

Art. 10. L'ONG, qui bénéficie d'un subside, remet au Ministre un rapport annuel avant le 31 mai de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte. Ce rapport annuel contient un rapport d'activités et un rapport financier, présenté selon un modèle établi par le Ministre et contrôlé par un réviseur d'entreprise.

Art. 11. Une ONG ne peut demander qu'un seul subside par an en application du présent arrêté, sur la base d'un seul programme, soit seule soit en tant que membre d'un groupement, prévu à l'article 14, 1° et 2°. Dans le plan d'action de l'ONG qui reçoit le subside, des activités en collaboration avec d'autres ONG peuvent être prévues.

Art. 12. Au moins septante-cinq p.c. de l'enveloppe globale destinée au secteur ONG doit être affecté à des activités dans les pays partenaires.

Section 2. — Des subsides

Art. 13. Les activités visées à l'article 8, 1° à 3°, sont subsidiées jusqu'à maximum septante-cinq p.c. de leur coût total.

Pour la partie restante de vingt-cinq p.c. minimum, l'ONG doit fournir elle-même les moyens nécessaires. Ceux-ci proviennent de dons privés, de ressources propres, ou de subsides attribués par d'autres pouvoirs publics, selon les conditions fixées par le Ministre.

Pour les activités visées à l'article 8, 1° à 3°, le Ministre détermine la nature et la limite des coûts subsidiés.

Pour les activités visées à l'article 8, 1° à 3°, des frais d'administration peuvent être prévus. Ceux-ci ne peuvent cependant excéder dix p.c. du montant du subside public visé dans le présent arrêté. Ces frais d'administration comprennent les frais d'évaluation visés à l'article 30.

Art. 14. Par dérogation à l'article 13, les activités visées à l'article 8, 1° à 3°, peuvent être subsidiées jusqu'à maximum quatre-vingt-cinq p.c. de leur coût total, dans un des cas suivants :

1° la demande de subside est introduite par une ONG ou un groupement d'ONG qui dispose d'un budget annuel dont en moyenne quatre-vingts millions de francs au moins ont été utilisés au cours des trois dernières années pour des activités telles que prévues à l'article 8;

2° la demande de subside est introduite par un groupement d'au moins trois associations sans but lucratif ou sociétés à finalité sociale dont la coopération au développement est un des objectifs et dont au moins deux sont agréées comme ONG, conformément à l'article 3;

3° la demande de subside est introduite par une ONG dont l'objectif principal n'est poursuivi comme objectif par aucune autre ONG.

Pour la partie restante de quinze p.c. minimum, l'ONG ou le groupement, comme prévu à l'article 14, 1° en 2°, doit fournir lui-même les moyens nécessaires, visés à l'article 13.

L'ONG ou le groupement, comme prévu à l'article 14, 1° et 2°, qui veut bénéficier d'un subside jusqu'à maximum quatre-vingt-cinq p.c. doit mentionner cela explicitement dans sa demande de subside.

3° "dienstverlening" : het samenhangend geheel van dienstverlenende activiteiten ten behoeve van de NGO-sector en van hun lokale partners, dat tot doel heeft het werk van NGO's en hun lokale partners te vergemakkelijken en te ondersteunen. De activiteiten situeren zich onder meer op het vlak van studie, verzameling en verwerking van informatie en documentatie en technische en methodologische ondersteuning. De resultaten van dit alles moeten voor de hele NGO-sector bruikbaar zijn;

4° "uitzenden van personen" : het inzetten, uitwisselen of ondersteunen van personen in samenwerking met lokale partners. Het gaat onder meer over het inzetten van NGO-coöperanten en het ondersteunen van bursalen.

Voor elke soort van activiteit bepaalt de Minister de budgettaire grenzen waarbinnen de activiteiten voor subsidiëring in aanmerking komen.

Voor elke soort van activiteit die de NGO in haar programma wil opnemen, moet ze een nuttige en actuele ervaring van minstens drie jaar hebben.

Art. 9. De subsidie wordt per kalenderjaar toegekend, na goedkeuring door de Minister van een door de NGO ingediend actieplan. Dit actieplan wordt ingediend vóór 30 september van het jaar dat aan zijn uitvoering voorafgaat. De Minister beslist uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan de uitvoering van het actieplan voorafgaat.

Art. 10. De NGO, die een subsidie geniet, dient bij de Minister een jaarverslag in vóór 31 mei van het jaar volgend op dat waarop het verslag betrekking heeft. Dit jaarverslag bevat een activiteitenverslag en een financieel verslag, opgemaakt volgens een model vastgelegd door de Minister en gecontroleerd door een bedrijfsrevisor.

Art. 11. In toepassing van dit besluit kan een NGO slechts één subsidie per jaar aanvragen op basis van één programma, en dit ofwel alleen ofwel als lid van een samenwerkingsverband, zoals bedoeld in artikel 14, 1° en 2°. In het actieplan van de NGO die een subsidie geniet, kunnen activiteiten vermeld worden in samenwerking met andere NGO's.

Art. 12. Minstens vijftien procent van het totale budget voor de NGO-sector moet besteed worden aan activiteiten in de partnerlanden.

Afdeling 2. — Toelagen

Art. 13. De activiteiten, bedoeld in artikel 8, 1° tot 3°, worden betaald voor maximum vijftien procent van hun totale kostprijs.

Voor de minimaal resterende vijftien procent moet de NGO zelf de nodige middelen opbrengen. Deze worden bekomen uit privé-giften, uit eigen middelen, of uit subsidies toegekend door andere overheden volgens de door de Minister bepaalde voorwaarden.

Voor de activiteiten, bedoeld in artikel 8, 1° tot 3°, bepaalt de Minister de aard en de begrenzing van de kosten die voor subsidiëring in aanmerking komen.

Voor de activiteiten, bedoeld in artikel 8, 1° tot 3°, mag in administratiekosten voorzien worden, die evenwel niet meer dan tien procent van de in dit besluit bedoelde overheidssubsidie mogen bedragen. In deze administratiekosten zijn de evaluatiekosten, bedoeld in artikel 30, begrepen.

Art. 14. In afwijking van artikel 13, kunnen de activiteiten, bedoeld in artikel 8, 1° tot 3°, in één van de volgende gevallen betaald worden voor maximum vijftien procent van hun totale kostprijs :

1° de aanvraag voor een subsidie wordt ingediend door een NGO of door een samenwerkingsverband van NGO's die beschikken over een jaarlijks budget waarvan gedurende de laatste drie jaar gemiddeld minstens tachtig miljoen frank is besteed aan activiteiten, vermeld in artikel 8;

2° de aanvraag voor een subsidie wordt ingediend door een samenwerkingsverband van minstens drie verenigingen zonder winstbejag of verenigingen met een sociaal oogmerk die de ontwikkelings-samenwerking als één van hun doelstellingen hebben en waarvan er minstens twee erkend zijn als NGO, overeenkomstig artikel 3;

3° de aanvraag voor een subsidie wordt ingediend door een NGO waarvan de hoofddoelstelling door geen enkele andere NGO als doelstelling wordt nagestreefd.

Voor de minimaal resterende 15 procent moet de NGO of het samenwerkingsverband, zoals bedoeld in artikel 14, 1° en 2°, zelf de nodige middelen, bedoeld in artikel 13, opbrengen.

De NGO die of het samenwerkingsverband, zoals bedoeld in artikel 14, 1° en 2°, dat in aanmerking wenst te komen voor een subsidiëring tot maximum vijftien procent, dient dit expliciet te vermelden bij haar aanvraag voor subsidiëring.

Art. 15. Le groupement, comme prévu à l'article 14, 1° et 2°, doit gérer une comptabilité coordonnée et produire un compte de résultats et un bilan annuels coordonnés. Le subside est versé à une des ONG agréées du groupement. Cette ONG est désignée en tant que tel dans un contrat, signé par tous les membres du groupement et qui précise la responsabilité de chacun des membres.

Art. 16. § 1^{er}. L'engagement de coopérants ONG est subsidié comme suit :

- 1° les dépenses faites au bénéfice des coopérants ONG sont subsidiées sur la base des frais réels;
- 2° la subvention des frais propres à l'ONG se fait sur base forfaitaire.

A cet effet, l'ONG reçoit une avance forfaitaire en moyenne de nonante-trois mille francs au maximum par coopérant ONG et par mois.

§ 2. L'ONG doit utiliser une partie de l'avance pour couvrir au moins les éléments suivants pour le coopérant ONG :

- une allocation mensuelle, majorée le cas échéant par une allocation de ménage et par une allocation d'expérience;
- les allocations familiales, allocations de maternité et primes d'adoption;
- les frais de scolarité;
- la sécurité sociale;
- une assurance d'assistance et de rapatriement;
- une assurance complémentaire pour un revenu garanti en cas de maladie;
- une allocation pour les frais de voyage et de bagage;
- une allocation pour les frais de formation.

§ 3. Le Ministre détermine les montants et les conditions d'allocation des dépenses faites au bénéfice des coopérants ONG ou des frais propres.

Les dépenses que l'ONG effectue conformément à ces règles sont régularisées annuellement en tenant compte de l'avance reçue.

Art. 17. Pour être subsidié, le coopérant ONG doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° avoir atteint l'âge de 21 ans et avoir moins de 65 ans;
- 2° être de bonne conduite et mœurs;
- 3° disposer d'une convention d'envoi conclue avec l'ONG belge qui règle les modalités d'accompagnement et de communication pour, pendant et après la mission;
- 4° avoir suivi une formation appropriée;
- 5° résider en Belgique.

Art. 18. Une bourse d'études ou de stage, en Belgique ou dans un pays partenaire, telle que prévue à l'article 8, 4°, est subsidiée sur base forfaitaire. Pour chaque boursier l'ONG reçoit un subside forfaitaire, à concurrence de trente-quatre mille cinq cents francs au maximum par mois ou de huit mille six cent vingt-cinq francs au maximum par semaine.

Le subside au bénéfice du boursier peut être utilisé pour couvrir les dépenses suivantes :

- allocation mensuelle ou hebdomadaire au boursier;
- allocation de ménage;
- frais d'inscription aux cours, travaux pratiques et examens;
- frais de voyage;
- frais de travail de fin d'études ou de stage;
- transport des effets personnels;
- assurances;
- frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers;
- frais d'encadrement, d'évaluation et administratifs.

Les frais administratifs peuvent au maximum représenter huit p.c. du coût global. Ces frais d'administration comprennent les frais d'évaluation visés à l'article 30.

Art. 19. Pour être subsidié, le boursier doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° ne bénéficier d'aucune autre bourse;
- 2° ne pas être exclu d'un programme belge de bourses;

Art. 15. Het samenwerkingsverband, zoals bedoeld in artikel 14, 1° en 2°, dient een gecoördineerde boekhouding te voeren en jaarlijks een gecoördineerde afrekening en balans voor te leggen. De subsidie wordt uitbetaald aan één van de erkende NGO's van het samenwerkingsverband. Deze NGO wordt als zodanig vermeld in een contract, dat door alle leden van het samenwerkingsverband ondertekend wordt en dat de verantwoordelijkheid van elk van de leden preciseert.

Art. 16. § 1. De inzet van NGO-coöperanten wordt als volgt betaald :

- 1° de uitgaven ten behoeve van de NGO-coöperanten worden betaald op basis van de reële kosten;
- 2° de subsidiëring van kosten eigen aan de NGO gebeurt op forfaitaire wijze.

De NGO ontvangt hiervoor een forfaitair voorschot van maximum gemiddeld drieënnegentigduizend frank per NGO-coöperant en per maand.

§ 2. Een gedeelte van het voorschot moet de NGO gebruiken om voor de NGO-coöperant minimaal de volgende elementen te verzekeren :

- een maandelijks subsidie, desgevallend verhoogd met een gezinssubsidie en met een ervaringssubsidie;
- kinderbijslag, kraamgeld en adoptiepremie;
- het schoolgeld;
- de sociale zekerheid;
- een bijstands- en repatriëringsverzekering;
- een aanvullende verzekering voor een gewaarborgd inkomen bij ziekte;
- een subsidie voor reis- en bagagekosten;
- een subsidie voor de vormingskosten.

§ 3. De Minister legt de bedragen en de uitkeringsvoorwaarden vast van de uitgaven ten behoeve van de NGO-coöperanten of van de eigen kosten.

De uitgaven die de NGO maakt overeenkomstig deze regels, worden jaarlijks afgerekend, rekening houdend met het ontvangen voorschot.

Art. 17. Om voor een subsidiëring in aanmerking te komen, moet de NGO-coöperant aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° de leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en niet ouder zijn dan 65 jaar;
- 2° van goed gedrag en zeden zijn;
- 3° beschikken over een uitzendovereenkomst met de Belgische NGO die de nadere regels van begeleiding en communicatie voor, tijdens en na de zending regelt;
- 4° een aangepaste vorming gevolgd hebben;
- 5° verblijfplaats hebben in België.

Art. 18. Een studie- of stagebeurs in België of in een partnerland, bedoeld in artikel 8, 4°, wordt forfaitair betaald. Per bursaal ontvangt de NGO een forfaitaire subsidie van maximum vierendertigduizend vijfhonderd frank per maand of van maximum achttienduizend zeshonderd vijftig frank per week.

De subsidie ten voordele van de bursaal kan aangewend worden voor de volgende uitgaven :

- maandelijks of wekelijkse subsidie aan de bursaal;
- gezinssubsidie;
- inschrijvingsgeld voor cursussen, praktisch werk en examens;
- reiskosten;
- kosten voor eindwerk;
- vervoer van persoonlijke bezittingen;
- verzekeringen;
- medische, farmaceutische en hospitaalkosten;
- omkaderings-, evaluatie- en administratiekosten.

De administratiekosten mogen maximum acht pct. van de globale kostprijs bedragen. In deze administratiekosten zijn de evaluatiekosten, bedoeld in artikel 30, begrepen.

Art. 19. Om voor een subsidiëring in aanmerking te komen, moet de bursaal aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° geen enkele andere beurs genieten;
- 2° niet uitgesloten zijn van een Belgisch beurzenprogramma;

3° au cours des deux dernières années, ne pas avoir bénéficié d'une bourse des autorités belges ou de l'Union européenne et avoir exercé entretemps une activité professionnelle dans un pays partenaire;

4° ne pas disposer de moyens suffisants pour assumer les frais de la formation;

5° être dans l'impossibilité d'acquérir cette formation dans son pays d'origine;

6° posséder les aptitudes requises pour entreprendre efficacement la formation;

7° s'engager, après la formation, à s'intégrer dans une action de développement dans un pays partenaire.

CHAPITRE IV. — *Des organes de concertation et de leur subvention*

Section Ire. — Des fédérations

Art. 20. La fédération qui désire être agréée introduit à cette fin une demande d'agrément auprès du Ministre. Elle peut le faire à tout moment.

Le Ministre décide au plus tard six mois après l'introduction de la demande d'agrément.

Le Ministre établit les modalités pour l'introduction et le traitement de la demande d'agrément.

Art. 21. Pour être agréée, une fédération doit, à la date de sa demande satisfaire aux conditions suivantes :

1° être constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° avoir comme membres au moins une majorité des ONG d'un groupe linguistique agréées dans le cadre du présent arrêté;

3° dans les organes de direction et d'avis, associer, dans une juste représentation, toutes les tendances d'opinion significatives existant parmi les membres, notamment les tendances idéologiques et philosophiques qui expriment une vision en matière de coopération au développement;

4° accepter comme membres de droit toutes les ONG agréées par le Ministre dans le cadre du présent arrêté, et qui en font la demande;

5° accorder le droit de vote à tous les membres qui ont payé la cotisation. Celle-ci ne peut dépasser soixante mille francs par an.

Art. 22. Les tâches des fédérations sont les suivantes :

1° assister leurs membres dans leur dialogue politique avec le Ministre en ce qui concerne leurs programmes et plans d'action;

2° au nom des ONG, être l'interlocuteur du Ministre pour toutes les matières qui concernent le présent arrêté;

3° désigner des représentants pour la commission d'avis, visée à l'article 27 et ci-après dénommée "la commission d'avis ONG", et proposer des experts indépendants, comme il est stipulé aux articles 27 et 28, § 1^{er};

4° assurer le secrétariat de la commission d'avis ONG.

Art. 23. Le Ministre fait appel aux fédérations pour les informations qu'il souhaite obtenir et qu'il estime être utiles pour l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre peut conclure une convention avec les fédérations pour leur confier des tâches supplémentaires.

Art. 24. Une fédération agréée a droit à un subside annuel pour les frais de personnel et de fonctionnement de maximum six membres de personnel à temps plein ou d'un nombre équivalent à six membres de personnel à temps plein.

Les frais à prendre en considération par membre du personnel et par année ne peuvent dépasser le montant de un million sept cent cinquante mille francs comme frais de personnel et quatre cent mille francs comme frais de fonctionnement.

Une fédération agréée reçoit un subside annuel de trois cent mille francs pour le payement des prestations des experts indépendants qui siègent dans la commission d'avis ONG.

Art. 25. Avant le 1^{er} avril, les fédérations soumettent à l'approbation du Ministre un rapport annuel de l'année précédente. Ce rapport annuel contient un rapport d'activités et un rapport financier contrôlé par un réviseur d'entreprise. Le rapport d'activités contient une justification quant aux conditions d'agrément.

3° de laatste twee jaar niet genoten hebben van een beurs van de Belgische overheid of van de Europese Unie en ondertussen een beroepsactiviteit uitgeoefend hebben in een partnerland;

4° niet beschikken over voldoende middelen om de kosten van de opleiding te dragen;

5° zich in de onmogelijkheid bevinden om die opleiding in het land van herkomst te ontvangen;

6° over de vereiste bekwaamheid beschikken om de opleiding met vrucht te volbrengen;

7° de verbintenis aangaan om na afloop van de opleiding zich te integreren in een ontwikkelingsactie in een partnerland.

HOOFDSTUK IV. — *Overlegorganen en hun subsidiëring*

Afdeling 1. — Federaties

Art. 20. De federatie die erkend wenst te worden, dient daartoe een erkenningsaanvraag in bij de Minister. Dit kan op elk ogenblik.

De Minister beslist ten laatste zes maanden na de indiening van de erkenningsaanvraag.

De Minister legt de nadere regels vast voor de indiening en de behandeling van de erkenningsaanvraag.

Art. 21. Om erkend te worden, moet een federatie, op de datum van haar aanvraag, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° minstens een meerderheid van de in het kader van dit besluit erkende NGO's van een taalgroep als lid hebben;

3° in de bestuurs- en adviesorganen alle relevante opinietendenzen die onder de leden bestaan, onder meer de ideologische en filosofische tendenzen die een visie inzake ontwikkelingssamenwerking uitdrukken, volgens een billijke vertegenwoordiging aan bod laten komen;

4° alle door de Minister in het kader van dit besluit erkende NGO's die een aanvraag tot lidmaatschap doen van rechtswege als lid aanvaarden;

5° stemrecht verlenen aan alle leden die het lidgeld betaald hebben. Dit lidgeld mag niet meer dan zestigduizend frank per jaar bedragen.

Art. 22. De taken van de federaties zijn de volgende :

1° hun leden bijstaan in hun beleidsdialog met de Minister inzake hun programma en actieplannen;

2° de gesprekspartner zijn van de Minister in naam van de NGO's, voor alle aangelegenheden die betrekking hebben op dit besluit;

3° vertegenwoordigers aanduiden voor de adviescommissie, vermeld in artikel 27 en hierna "NGO-adviescommissie" genoemd, en onafhankelijke experts, zoals bedoeld in de artikelen 27 en 28, § 1, voorstellen;

4° instaan voor het secretariaat van de NGO-adviescommissie.

Art. 23. De Minister doet een beroep op de federaties voor de informatie die hij wenst te bekomen en die hij nuttig acht voor de uitvoering van dit besluit.

De Minister kan met de federaties een overeenkomst afsluiten om hen bijkomende taken toe te vertrouwen.

Art. 24. Een erkende federatie heeft recht op een jaarlijkse subsidie voor de personeels- en werkingskosten van maximum zes voltijdse personeelsleden of het equivalent van zes voltijdse personeelsleden.

De in aanmerking te nemen kosten mogen per personeelslid en per jaar niet hoger zijn dan één miljoen zeventienhonderd vijftigduizend frank als personeelskosten en vierhonderdduizend frank als werkingskosten.

Een erkende federatie ontvangt een jaarlijkse subsidie van driehonderdduizend frank voor de betaling van de prestaties van de onafhankelijke experts die zetelen in de NGO-adviescommissie.

Art. 25. De federaties leggen vóór 1 april een jaarverslag van het voorgaande jaar ter goedkeuring aan de Minister voor. Dit jaarverslag bevat een activiteitenverslag en een financieel verslag dat gecontroleerd is door een bedrijfsrevisor. In het activiteitenverslag wordt een verantwoording gegeven met betrekking tot de erkenningsvoorwaarden.

Avant le 1^{er} octobre, les fédérations présentent au Ministre le programme d'activités et le budget de l'année suivante.

Art. 26. Si une fédération ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle fait preuve d'une déficience grave dans l'exécution ou la justification de ses activités, le Ministre adresse à la fédération un avertissement et communique que dans le cas où les conditions de l'agrément ne sont pas respectées, l'agrément est retiré deux mois après cet avertissement. Durant cette période la fédération peut faire valoir son point de vue.

Section 2. — De la commission d'avis ONG

Art. 27. Une commission d'avis ONG est constituée. Elle se compose de douze membres désignés pour une période de trois ans, dont six représentants désignés par les fédérations et six experts indépendants, chaque catégorie comprenant autant de membres d'expression néerlandaise que d'expression française.

Art. 28. § 1^{er}. Les experts indépendants sont désignés par le Ministre pour une période de trois ans. Au moins la moitié des experts est choisie sur base d'une liste d'au moins six candidats présentée par les fédérations.

Parmi les experts indépendants, le Ministre désigne, pour une période de trois ans, un président et un vice-président, l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise.

Par demi-journée de présence, les experts indépendants reçoivent trois mille cinq cents francs, à payer par les fédérations.

§ 2. La commission d'avis ONG donne un avis valable si au moins deux tiers des membres sont présents et si cet avis est adopté à la majorité des membres présents.

L'administration participe à la commission d'avis ONG comme membre observateur et fournit à celle-ci les informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Afin d'être à même d'assurer le secrétariat de la commission d'avis ONG, les secrétariats des fédérations agréées peuvent déléguer un membre observateur.

La commission d'avis ONG peut demander des avis à toute personne dont la collaboration est jugée utile pour l'exécution des tâches. Si ces personnes doivent être rémunérées, l'accord du Ministre est préalablement requis.

Art. 29. La commission d'avis ONG donne des avis au Ministre, à la demande de celui-ci, de sa propre initiative ou à la demande d'une fédération ou d'une ONG.

La commission d'avis ONG fait le suivi de l'application de l'article 12.

CHAPITRE V. — De l'évaluation

Art. 30. Sur une période de cinq ans, une ONG agréée ou un groupement, comme prévu à l'article 14, 1^o et 2^o, doit consacrer en moyenne au moins un p.c. du subsidie à des évaluations internes, menées par des experts indépendants. La planification de ces évaluations est mentionnée dans le plan d'action. Les résultats de ces évaluations doivent être joints au rapport annuel.

Chaque année, le Ministre prévoit, dans le budget prévu pour le cofinancement ONG, un montant destiné à l'évaluation des programmes ONG.

CHAPITRE VI. — Du contrôle

Art. 31. Outre les contrôles prévus dans les lois sur la comptabilité de l'Etat, il sera assuré, chaque année, sur l'ordre du Ministre, un contrôle financier ponctuel de l'ensemble de la comptabilité, des bilans et du compte annuel de toutes les activités des ONG et des fédérations qui seront désignées chaque année.

Art. 32. Des contrôles qui se soldent par une non-conformité aux lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat peuvent avoir comme conséquence le retrait de l'agrément.

CHAPITRE VII. — Dispositions spéciales

Art. 33. Le Ministre peut interrompre un subsidie au programme, en partie ou dans son entièreté, lorsque les relations entre le pays partenaire et la Belgique empêchent la continuation des actions en cours ou en cas de force majeure.

Tant les dépenses déjà engagées que le coût nécessaire à l'interruption temporaire ou définitive de l'activité et, si possible, le transfert de celle-ci au partenaire local, sont couverts par le subsidie.

Vóór 1 oktober leggen de federaties aan de Minister het activiteitenprogramma en de begroting van het volgende jaar voor.

Art. 26. Indien een federatie niet meer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, evenals bij zware tekortkomingen bij de uitvoering of bij de verantwoording van haar activiteiten, stuurt de Minister de federatie een verwittiging met de mededeling dat, indien de voorwaarden voor de erkenning niet gerespecteerd worden, de erkenning twee maanden na deze verwittiging wordt ingetrokken. De federatie kan tijdens deze periode haar standpunt verdedigen.

Afdeling 2. — NGO-adviescommissie

Art. 27. Een NGO-adviescommissie wordt opgericht. Ze bestaat uit twaalf leden, aangesteld voor een periode van drie jaar, waarvan zes vertegenwoordigers aangeduid door de federaties en zes onafhankelijke experts, met in elke categorie evenveel Nederlandstaligen als Franstaligen.

Art. 28. § 1. De onafhankelijke experts worden door de Minister aangeduid voor een periode van drie jaar. Minstens de helft van deze experts wordt gekozen uit een lijst van minstens zes kandidaten, voorgesteld door de federaties.

De Minister duidt onder de onafhankelijke experts, voor een periode van drie jaar, een voorzitter en een ondervoorzitter aan, de ene Franstalig, de andere Nederlandstalig.

De onafhankelijke experts ontvangen per halve dag aanwezigheid een vergoeding van drieduizendvijfhonderd frank, te betalen door de federaties.

§ 2. De NGO-adviescommissie geeft een geldig advies bij aanwezigheid van minstens twee derden van de leden en indien dit advies door de meerderheid van de aanwezige leden goedgekeurd wordt.

De administratie neemt deel aan de NGO-adviescommissie als waarnemend lid en bezorgt haar de nodige informatie voor de uitvoering van haar opdracht.

Om te kunnen instaan voor het secretariaat van de NGO-adviescommissie, mogen de secretariaten van de erkende federaties een lid als waarnemend lid afvaardigen.

De NGO-adviescommissie kan advies vragen aan iedere persoon wiens medewerking nuttig wordt geacht voor de uitvoering van de opdrachten. Indien deze personen vergoed moeten worden, is het voorafgaand akkoord van de Minister vereist.

Art. 29. De NGO-adviescommissie verstrekt adviezen aan de Minister op diens vraag, op eigen initiatief of op vraag van een federatie of een NGO.

De NGO-adviescommissie volgt de toepassing van artikel 12 op.

HOOFDSTUK V. — Evaluatie

Art. 30. Een erkende NGO of een samenwerkingsverband, zoals bedoeld in artikel 14, 1^o en 2^o, dient, over een periode van vijf jaar, minstens gemiddeld één pct. van de subsidie te besteden aan interne evaluaties, uitgevoerd door onafhankelijke experts. De planning van deze evaluaties wordt vermeld in het actieplan. De resultaten van deze evaluaties moeten toegevoegd worden aan het jaarverslag.

Jaarlijks voorziet de Minister in de begroting, bestemd voor de NGO-medefinanciering, een bedrag voor de evaluatie van de NGO-programma's.

HOOFDSTUK VI. — Controle

Art. 31. Naast de controles voorzien in de wetten op de Rijkscomptabiliteit, zal er jaarlijks, in opdracht van de Minister, een punctuele en financiële controle uitgevoerd worden van de volledige boekhouding, de balansen en de jaarrekening van alle activiteiten van NGO's en federaties die jaarlijks zullen aangeduid worden.

Art. 32. Controles die een non-conformiteit aan de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit aantonen, kunnen de intrekking van de erkenning als gevolg hebben.

HOOFDSTUK VII. — Bijzondere bepalingen

Art. 33. De Minister kan de subsidie voor een programma geheel of gedeeltelijk onderbreken wanneer de relaties tussen het partnerland en België de voortzetting van lopende activiteiten niet langer toelaten of in geval van overmacht.

Zowel de reeds vastgelegde uitgaven als de kosten die nodig zijn om de activiteit tijdelijk of definitief te onderbreken en, indien mogelijk, de overdracht van de activiteit aan de lokale partner te realiseren, worden door de subsidie gedekt.

CHAPITRE VIII. — *De l'indexation*

Art. 34. Les montants repris dans les articles 14 et 21, 5°, sont fixés sur la base de l'indice des prix à la consommation de janvier 1997.

Les montants repris dans les articles 16, 18, 24 et 28 sont fixés sur la base de l'indice santé de janvier 1997.

Il est procédé annuellement à une adaptation de ces indices. Celle-ci se fait sur base des indices du mois d'août de l'année qui précède un nouvel octroi de subside.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 35. Sont abrogés à partir du 31 décembre 1997 :

1° l'arrêté royal du 14 septembre 1983 instituant un régime de subvention des organisations non gouvernementales pour des activités de formation, en Belgique, de ressortissants de pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1984;

2° l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non gouvernementales et de fédérations pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} septembre 1992 et 17 janvier 1995;

3° l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et la subsidiation d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1992;

4° l'arrêté royal du 2 avril 1991 relatif à l'agrément de fédérations des organisations non gouvernementales en matière de coopération au développement, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} et 2 septembre 1992 et 8 octobre 1993;

5° l'arrêté royal du 28 mars 1995 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subvention de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants ONG, modifié par l'arrêté royal du 20 novembre 1995.

Art. 36. Les interventions du Trésor au bénéfice des coopérants ONG, les prestations données aux organisations d'envoi, ainsi que les subsides accordés en application des dispositions abrogées par l'article 35 restent acquis à leurs bénéficiaires aux conditions fixées par ces dispositions.

Art. 37. Les ONG et les fédérations agréées en application des arrêtés royaux visés dans l'article 35, doivent demander un nouvel agrément sur la base des articles 2, 3, 20 et 21 avant le 15 octobre 1997. Les ONG et les fédérations qui reçoivent ainsi un nouvel agrément, sont censées avoir obtenu ce nouvel agrément à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 38. Par dérogation à l'article 7, pour le programme qui doit démarrer au 1^{er} janvier 1998, le programme et la demande peuvent être introduits auprès du Ministre jusqu'au 30 novembre 1997 inclus.

Par dérogation à l'article 9, le plan d'action qui doit démarrer au 1^{er} janvier 1998, peut être introduit auprès du Ministre jusqu'au 31 décembre 1997 inclus.

Par dérogation à l'article 9, le Ministre statue au plus tard au 31 janvier 1998 sur le plan d'action qui doit démarrer au 1^{er} janvier 1998.

Art. 39. Pour être conforme à l'article 11, les programmes approuvés antérieurement doivent être réintégrés dans les programmes à introduire sur base du présent arrêté.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 24 qui entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la loi modifiant l'article 49, § 1^{er}, 3°, de la loi-programme du 24 décembre 1993.

Art. 41. Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
R. MOREELS

HOOFDSTUK VIII. — *Indexering*

Art. 34. De bedragen vermeld in de artikelen 14 en 21, 5°, zijn vastgesteld op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen voor januari 1997.

De bedragen vermeld in de artikelen 16, 18, 24 en 28 zijn vastgesteld op grond van de gezondheidsindex voor januari 1997.

Deze indexen worden jaarlijks aangepast. Deze aanpassing gebeurt op basis van de indexen van de maand augustus van het jaar dat een nieuwe subsidiëring voorafgaat.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 35. Worden opgeheven vanaf 31 december 1997 :

1° het koninklijk besluit van 14 september 1983 houdende een stelsel voor subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties voor de opleidingsactiviteiten in België van de onderdanen van de ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 november 1984;

2° het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en federaties voor educatieve activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 september 1992 en 17 januari 1995;

3° het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en federaties voor projecten in ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1992;

4° het koninklijk besluit van 2 april 1991 betreffende de erkenning van federaties van niet-gouvernementele organisaties voor ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 en 2 september 1992 en 8 oktober 1993;

5° het koninklijk besluit van 28 maart 1995 betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van NGO-coöperanten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 november 1995.

Art. 36. De tegemoetkomingen van de Schatkist voor de NGO-coöperanten, de vergoedingen voor de uitzendorganisaties alsook de subsidies die worden verleend ingevolge de bij artikel 35 opgeheven bepalingen, komen verder ten goede aan de begunstigden daarvan op de voorwaarden gesteld in die bepalingen.

Art. 37. De NGO's en de federaties die erkend zijn met toepassing van de koninklijke besluiten genoemd in artikel 35, dienen een nieuwe erkenning aan te vragen op basis van artikelen 2, 3, 20 en 21 vóór 15 oktober 1997. De NGO's en de federaties die zo opnieuw erkend worden, worden geacht deze nieuwe erkenning gekregen te hebben op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 38. In afwijking van artikel 7, mogen, voor het programma dat van start moet gaan op 1 januari 1998, het programma en de aanvraag bij de Minister ingediend worden tot en met 30 november 1997.

In afwijking van artikel 9, mag het actieplan dat van start moet gaan op 1 januari 1998 bij de Minister ingediend worden tot en met 31 december 1997.

In afwijking van artikel 9, beslist de Minister ten laatste op 31 januari 1998 betreffende het actieplan dat van start moet gaan op 1 januari 1998.

Art. 39. Om conform artikel 11 van dit besluit te zijn, moeten de vroeger goedgekeurde programma's weer opgenomen worden in de programma's die ingediend worden in het kader van dit besluit.

Art. 40. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van artikel 24 dat in werking treedt op de datum van de inwerkingtreding van de wet die artikel 49, § 1, 3° van de programmawet van 24 december 1993 wijzigd.

Art. 41. Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
R. MOREELS